

Université

de Strasbourg

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Etabli en application du Code de la Commande Publique

**Prestations de sureté, de sécurité incendie, de
sécurité mobile et de télésurveillance pour
l'Université de Strasbourg**

Date et heure limites de réception des offres

Le lundi 6 novembre 2023 à 12h00

Université de Strasbourg

Direction des Finances - Département Achat Marchés

Université

de Strasbourg

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
<u>1.1 - Objet</u>	3
<u>1.2 - Mode de passation.....</u>	3
<u>1.3 - Type et forme de contrat.....</u>	3
<u>1.4 - Décomposition de la consultation.....</u>	4
<u>1.5 - Etendue des prestations.....</u>	4
<u>1.6 - Nomenclature.....</u>	4
<u>1.7 - Réalisation de prestations similaires.....</u>	5
<u>1.8 - Renouvellement</u>	5
2 - Conditions de la consultation	5
<u>2.1 - Délai de validité des offres</u>	5
<u>2.2 - Forme juridique du groupement</u>	5
<u>2.3 - Variantes et prestations supplémentaires.....</u>	5
<u>2.4 - Conditions particulières d'exécution.....</u>	6
<u>2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité.....</u>	6
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
<u>3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....</u>	6
<u>3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement</u>	6
4 - Contenu du dossier de consultation.....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
<u>5.1 - Documents à produire</u>	8
<u>5.2 - Visites sur site.....</u>	11
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
<u>6.1 - Transmission électronique.....</u>	12
<u>6.2 - Transmission sur support papier</u>	15
7 - Examen des candidatures et des offres.....	15
<u>7.1 - Examen des candidatures</u>	15
<u>7.2 - Attribution du marché</u>	16
<u>7.3 - Négociation</u>	18
<u>7.4 - Suite à donner à la consultation</u>	18
8 - Renseignements complémentaires.....	18
<u>8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....</u>	18
<u>8.2 - Procédures de recours.....</u>	19

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Les prestations de sureté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'Université de Strasbourg

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de sureté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs de l'Université de Strasbourg.

Les prestations du présent marché sont divisées en deux parties :

- Les prestations récurrentes sur une partie forfaitaire (DPGF) ;
- Les prestations complémentaires sur une partie à bons de commande (BPU).

L'ensemble des prestations seront exécutées selon une **obligation de résultat**.

Lieux d'exécution : Les prestations auront lieu sur les différents sites de l'Université de Strasbourg situés principalement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, mais également dans d'autres territoires de la Collectivité Européenne d'Alsace (dont notamment Haguenau, Sélestat et Colmar).

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un contrat de forme composite correspondant pour partie à un marché ordinaire, pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

En effet, il comprend :

- **Une partie forfaitaire** (marché ordinaire) pour les prestations récurrentes et régulières de sureté, de sécurité incendie
- **Une partie à bons de commande** (accord-cadre à bons de commande) pour les prestations complémentaires suivantes :
 - * les prestations planifiées de sureté et de sécurité incendie,
 - * les prestations non-planifiées de sureté et de sécurité incendie,
 - * Les prestations urgentes de sureté et de sécurité incendie,

- * Les prestations de sécurité mobile,
- * Les prestations de télésurveillance

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande émis par les services et composantes de l'université, au fur et à mesure de leurs besoins.

Les montants maximums pour chacune des périodes de marché sont les suivants :

Période 1	Période 2	Période 3	Total
5 000 000 € HT	3 000 000 € HT	3 000 000 € HT	11 000 000 € HT

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Etendue des prestations

A titre indicatif, sans que ce montant n'engage l'administration, le montant estimatif des prestations objet du contrat pour chacune des périodes de l'accord-cadre est fixé comme suit :

Nature des prestations	Période 1	Période 2	Période 3	TOTAL
Partie forfaitaire	792 000 € HT	530 000 € HT	546 000 € HT	1 868 000 € HT
Partie à bons de commande	998 000 € HT	668 000 € HT	688 000 € HT	2 354 000 € HT
TOTAL	1 790 000 € HT	1 198 000 € HT	1 234 000 € HT	4 222 000 € HT

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	
Code principal	Description
79710000-4	Services de sécurité

Classification additionnelle	
Code principal	Description
75251110-4	Services de prévention des incendies
79714000-2	Services de surveillance
79713000-5	Services de gardiennage

La nomenclature interne de l'Université de Strasbourg se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
BC. 01	SERVICES DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE
BC. 02	SERVICES DE TELESURVEILLANCE

1.7 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.8 – Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction du contrat, le renouvellement sera mis en œuvre dans trois (3) ans et 7 mois.

2 - Conditions de la consultation

2.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre (4) mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur, afin de garantir la coordination et la continuité de service exigée dans le cadre des prestations de nettoyage et d'entretien de la propreté de l'Université de Strasbourg.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En raison de l'étendue des prestations couvertes par le marché, il est conseillé aux entreprises ne pouvant pas répondre à l'intégralité du marché de se constituer en groupement momentané d'entreprises (GME) au moment de soumissionner. Pour les aider, la fiche explicative des GME est fournie dans le DCE « Fiche explicative Groupement Momentané d'Entreprises ».

2.3 – Variantes et prestations supplémentaires

Aucune variante libre (à l'initiative du candidat) n'est autorisée.

Par ailleurs, aucune variante imposée (par le pouvoir adjudicateur) et aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

2.4 – Conditions particulières d'exécution

Dans le cadre de la présente mise en concurrence, il est demandé au soumissionnaire de minimiser l'impact environnemental de sa prestation.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental, dont le détail est indiqué dans le CCTP.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12, L.2113-13, L.2113-14 du Code de la commande publique.

2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. De plus, les prestations sont également susceptibles d'être soumises à des mesures de sécurité.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité et de sécurité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Sous réserve d'une notification en temps utile, le marché est conclu pour une **période initiale d'un (1) an et sept (7) mois ferme, qui s'étend du 1^{er} février 2024 au 31 août 2025.**

Il est ensuite reconductible deux fois par périodes successives d'un (1) an, soit :

- Du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026
- Du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les délais d'exécution des prestations ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur le budget de l'établissement et les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour frais de recouvrement fixés selon les modalités d'application prévues par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Une avance pourra être versée en application de l'article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Personnels concernés par la reprise des contrats de travail
 - Annexe 2 : Besoins réguliers et variables
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT)
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) – et le Récapitulatif des DPGF
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif estimatif (DQE)
- L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Attestation sur l'honneur société russe) ;
- La fiche explicative des Groupements Momentanés d'Entreprise.

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, auquel le marché se réfère n'est pas produit dans le dossier de consultation. S'agissant d'une norme réglementaire, les candidats sont censés parfaitement connaître ledit CCAG.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

IMPORTANT : Les documents de la consultation sont librement accessibles sur le profil d'acheteur, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard onze **(11) jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

A noter que pour une meilleure lisibilité de la proposition, l'université souhaite que les pièces de l'offre soient clairement séparées de celles relevant de la candidature, par tout moyen qui permettra de les distinguer formellement.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et celles relevant de l'offre listées ci-après.

Un récapitulatif des pièces à fournir est également disponible en dernière page du présent document.

➔ **Pièces relevant de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- **Le formulaire DC1** (Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants) dans sa dernière version disponible, dûment renseigné ;
- **Le formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), dans sa dernière version disponible, dûment renseigné et complété des informations nécessaires à l'appréciation des conditions de participation suivantes :
 - L'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle
 - La capacité économique et financière des candidats
 - Les capacités techniques et professionnelles des candidats

Conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique, les renseignements ou documents demandés en tant que moyens de preuve sont les suivants :

- ♦ au titre de l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle (renseignements à mentionner à la rubrique E du DC2 ou *partie IV.A* du DUME) :
 - Autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de sécurité privée, dont notamment l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS)
 - Agrément et autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de centre de télésurveillance. La station de télésurveillance du titulaire doit être conforme au minimum au règlement de certification APSAD R32 (et son annexe APSAD P3) ou équivalent.

♦ au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique F du DC2 ou *partie IV.B du DUME*) :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (*partie IV.B.1a du DUME*) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (*partie IV.B.2a du DUME*), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents (*partie IV.B.5 du DUME*)

♦ au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique G du DC2 ou *partie IV.C du DUME*) :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (*partie IV.C.8 du DUME*) ;
- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (*partie IV.C.1b du DUME*) ;

- **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°202/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine**, fournie dans le DCE (Attestation sur l'honneur sociétés russes), **dûment renseignée** ;

NOTA :

Le candidat peut produire les documents de preuve des informations demandées dès la présentation de sa candidature, quand bien même il n'y est pas tenu. En effet, ce n'est qu'au moment de la vérification de la candidature que le pouvoir adjudicateur est en droit d'exiger les documents justificatifs des informations fournies. Par ailleurs, si l'on constate que des pièces ou informations demandées sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

IMPORTANT :

Le candidat **est invité à utiliser les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. **La nouvelle version** (issue de la nouvelle réglementation applicable) des documents DC1 et DC2 et leur notice explicative sont disponibles gratuitement sur le portail de l'économie, des finances et du commerce extérieur, sous le lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Il est à noter que **c'est la dernière version disponible des documents** qui doit être utilisée.

Le candidat est néanmoins libre de présenter sa candidature sous une autre forme. Il peut notamment utiliser le **Documents Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français** pour présenter sa candidature.

Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R.2142-1 à R.2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles ainsi que des capacités économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes renseignements ou documents concernant cet/ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet/ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de/des l'opérateur(s) économique(s).

De ce fait, en cas de candidature groupée notamment, le DC2 ou le DUME sont à produire par chacun des membres du groupement. Par contre, le DC1 ne sera fourni qu'en un seul exemplaire.

➔ Pièces relevant de l'offre

Le candidat produira **une offre complète** comprenant :

1. Le Cadre de Réponse Technique (CRT) (1 fichier au format Word fourni dans le DCE), **à compléter intégralement ;**
2. **La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et le récapitulatif des DPGF** (2 classeurs au format Excel fournis dans le DCE), **à compléter intégralement ;**
3. **Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif estimatif (DQE)** (1 classeur au format Excel fourni dans le DCE), **à compléter intégralement ;**
4. Le **certificat de visite** (1 document papier remis lors de la visite du site)

IMPORTANT :

L'offre devra obligatoirement comporter les pièces énumérées ci-dessus.

Il est demandé au candidat de produire des fichiers au format :

- XLS, XLSX ou ODF (ODS) pour les DPGF, le Récapitulatif des DPGF et le BPU
- PDF, ODF (ODS, ODT), DOC ou DOCX pour le CRT ;
- PDF, ODF (ODS, ODT) pour les certificats de visite.

Le candidat doit impérativement respecter les cadres de réponse dans les DPGF, le récapitulatif des DPGF, le BPU ainsi que dans le CRT.

De plus, **toute mention** rajoutée par le candidat dans son offre et **contraire aux clauses du cahier des charges établi par l'université sera jugée irrégulière et entraînera le rejet de l'offre du candidat** (sauf mise en œuvre expresse des dispositions de régularisation prévues aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et rappelées à l'article 7.2 ci-après).

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et afin de simplifier le dépôt de l'offre, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera exigé de l'attributaire qu'au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 – Visites sur site

Afin d'estimer au mieux les prestations, la visite des sites est obligatoirement effectuée par chaque candidat préalablement à la remise de l'offre.

Cette visite sur site est obligatoire et l'offre d'un candidat qui n'a pas effectué la visite obligatoire sera en principe déclarée irrégulière.

Les candidats auront le choix entre deux dates de visites :

- **Le mardi 24 octobre 2023 de 10h00 à 11h30 maximum**
- **Le jeudi 26 octobre 2023 de 10h00 à 11h30 maximum**

Heure et lieu de rendez-vous :

10h – à l'entrée principale de l'Institut Le Bel, situé au 4 rue Blaise Pascal, 67000 Strasbourg, France

Les visites débiteront à 10h00, il est conseillé aux candidats de se présenter 5 à 10 minutes avant l'heure de début.

Par ailleurs, les candidats sont invités à confirmer leur présence à l'une ou l'autre de ces dates par courriel, via la messagerie sécurisée de la plateforme PLACE.

Un certificat de visite sera remis à chaque participant à l'issue de la visite du site. Ce certificat sera impérativement joint à l'offre.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des documents par voie électronique** effectuée dans les conditions de l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

Il est rappelé aux candidats que, conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre qui aura été réceptionnée dans le délai fixé pour la remise des offres.

6.1 - Transmission électronique

6.1.1 – Transmission des plis

En application des dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur IMPOSE la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation** et aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Il est rappelé au candidat que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, l'offre est transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par le candidat, seule est ouverte la dernière offre qui aura été réceptionnée dans le délai fixé pour la réception de l'offre.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clef USB...) n'est pas autorisée.

Une aide technique à l'utilisation de PLACE est disponible sur ce site. Les outils mis à disposition sur la plate-forme (guide d'utilisation, films d'autoformation, test de configuration de poste) qui informent des prérequis techniques et décrit l'utilisation de PLACE, font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : pour une meilleure lisibilité de la proposition, il est souhaitable que le pli comporte des fichiers distincts dont l'un contienne les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Un dépôt anticipé des plis est fortement recommandé afin de pallier tout problème informatique éventuel (site saturé, document très volumineux, faible débit de réseau...).

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Conformément à l'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 modifiant les articles 2-1 et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique, sur support papier ou par voie électronique.

> Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde un support physique électronique, ou sur un support papier :

Cette copie devra être transmise sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que le **nom du candidat** et **l'identification de la procédure concernée**.

Elle sera adressée, **par voie postale uniquement**, à :

Université de Strasbourg – Direction des finances – Département des Achats et des Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal – CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex

Et devra être réceptionnée au plus tard aux date et heure fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

> Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde par voie électronique :

Cette copie devra être transmise sur un outil gratuitement disponible, et respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique. Ces exigences sont notamment les suivantes :

- L'heure et la date exactes de la réception de la copie de sauvegarde par l'acheteur doivent être déterminés avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- Les identités de l'acheteur et de l'opérateur économique sont déterminées ;
- L'intégrité de la donnée entre son dépôt et son extraction de la plateforme est garantie ;
- Un accusé réception est envoyé à l'acheteur et à l'opérateur économique.

Les services existants, permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique, sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France : <https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf>
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/search/type/1>
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant toutes les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

NB : Les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique peuvent nécessiter des modalités d'inscription longue, il est donc recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

Il appartient au candidat de s'assurer que les pièces transmises soient compatibles avec le système informatique de l'Unistra / Département des Achats et Marchés : PC sous Windows 10 Professionnel, avec des fichiers :

- Au format XLS, XLSX ou ODF (ODS) pour la DPGF, le Récapitulatif des DPGF et le BPU

- Au format PDF, ODF (ODS, ODT), DOC ou DOCX pour le CRT ;
- Au format PDF, ODF (ODS, ODT) pour les certificats de visite.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un anti-virus avant envoi.

6.1.2 – Signature électronique

Il est précisé que la signature du marché n'est pas requise dès le dépôt des offres. En effet, la signature du marché ne sera exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché.

Les candidats sont informés que la signature électronique du contrat par l'attributaire pourra être demandée selon les modalités prévues à l'annexe 12 du Code de la commande publique (Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAeS, CAeS ou PAeS). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAeS.

L'attributaire devra veiller à ne pas verrouiller le document lors de sa signature, afin de permettre sa signature ultérieure par l'acheteur.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifiée répondant aux exigences du règlement eIDAS de juillet 2014. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Quand bien même il est prévu une signature électronique du contrat, l'attribution du marché pourra néanmoins donner lieu à la signature manuscrite du contrat sous forme papier. Dans ce cas de figure, l'attributaire sera invité à transmettre à l'administration la version papier originale de l'acte d'engagement signé de manière manuscrite.

6.2 – Transmission sur support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Examen des candidatures

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues à l'article R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard de :

L'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle

Elles seront également examinées au regard des niveaux de :

Capacités techniques et professionnelles

Capacité économique et financière

A noter que conformément aux dispositions de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du contrat.

La vérification des candidatures peut donc intervenir après le classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai déterminé identique pour tous les candidats.

Afin d'évaluer les niveaux de capacités techniques et professionnelles mais aussi économique et financières des candidats, les candidatures conformes et recevables seront examinées au moyen des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres, sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critère 1 – Prix des prestations	50 %
Sous-critère 1.1 : Prix des prestations forfaitaires, des prestations planifiées et des prestations de télésurveillance	80 %
Sous-critère 1.2 : Prix des prestations non planifiées et urgentes	20 %
Critère 2 – Valeur technique	40 %
Sous-critère 2.1 : Organisation des prestations	35%
Sous-critère 2.2 : Capacité de réponse aux situations urgentes	35%
Sous-critère 2.3 : Optimisation du délai de commande des prestations urgentes	20%
Sous-critère 2.4 : Plan de formation continue s'agissant des formations obligatoires	5%
Sous-critère 2.5 : Prestations de télésurveillance	5%
Critère 3 – Développement durable et responsabilité sociétale	10 %
Sous-critère 3.1 : Considérations environnementales	50 %
Sous-critère 3.2 : Considérations sociales	50 %

A noter que :

➔ **Le critère 1 « Prix des prestations » (50 %)** sera apprécié à partir :

- Le **sous-critère 1.1 « Prix des prestations forfaitaires, des prestations planifiées et des prestations de télésurveillance » (80%)** sera apprécié sur la base de la somme des montants totaux, en € TTC, de la DPGF et du DQE
- Le **sous-critère 1.2 « Prix des prestations non-planifiées et urgentes » (20%)** sera analysé sur la base du montant total, en € TTC, d'un panier caché composé d'éléments du BPU ne figurant pas dans le DQE.

➔ **Le critère 2 « Valeur technique » (40%)** sera apprécié à partir des éléments suivants :

- Le **sous-critère 2.1 « Organisation des prestations » (35%)** sera analysé sur la base des réponses du candidat au §1 du CRT, à savoir, aux questions 1 et 2 ;
- Le **sous-critère 2.2 « Capacité de réponse aux situations urgentes » (35%)** sera analysé sur la base des réponses du candidat au §3 du CRT, à savoir, aux questions 4 et 5 ;
- Le **sous-critère 2.3 « Optimisation du délai de commande des prestations urgentes » (20%)** sera analysé sur la base de la réponse du candidat au §2 du CRT, à savoir, à la question 3 ;

- Le **sous-critère 2.4 « Plan de formation continue s'agissant des formations obligatoires » (5%)** sera analysé sur la base de la réponse du candidat au §5 du CRT, à savoir, à la question 8 ;
- Le **sous-critère 2.5 « Prestations de télésurveillance » (5%)** sera analysé sur la base des réponses du candidat au §4 du CRT, à savoir, aux questions 6 et 7.

Important : Conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) du 20 septembre 2018 C-546/16, qui confirme que « l'article 67 de la directive 2014/24 ne s'oppose pas à la possibilité, au stade de l'attribution du marché, d'exclure dans un premier temps des offres soumises qui n'atteignent pas un seuil de points minimum prédéterminé quant à l'évaluation technique », une note éliminatoire sera ici mise en œuvre sur le critère 2 « Valeur Technique ». **Les offres soumises n'atteignant pas le seuil de 17 points sur 40 sur le critère 2 « Valeur Technique » seront exclues de l'évaluation ultérieure des offres. Concrètement, l'attribution d'une note inférieure ou égale à 16 points sur 40 sur le critère 2 entraînera l'élimination de l'offre.**

➔ **Le critère 3 « Développement durable et responsabilité sociétale » (10%)** sera apprécié à partir des éléments suivants :

- Le **sous-critère 3.1 « Considérations environnementales » (50%)** sera analysé sur la base des réponses du candidat au §6 du CRT, à savoir, aux questions 9, 10 et 11 ;
- Le **sous-critère 3.2 « Considérations sociales » (50%)** sera analysé sur la base des réponses du candidat au §7 du CRT, à savoir, aux questions 12, 13, 14 et 15.

IMPORTANT :

En application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, en cas de dépôt d'offres irrégulières au sens de l'article L.2152-2, l'Université de Strasbourg **se réserve la possibilité** d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le cas échéant, le délai de régularisation sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre invitant à la régularisation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait **qu'il s'agit d'une simple faculté que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de mettre en œuvre.**

7.3 - Négociation

Après un premier examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation avec les **trois premiers candidats dans le classement des offres** et dont l'offre desquels n'est ni inappropriée au sens de l'article L2152-4 du Code de la commande publique, ni anormalement basse au sens de l'article L2152-5 dudit Code.

En effet, et conformément à l'article R2152-1 dudit Code, une offre irrégulière ou inacceptable pourra devenir régulière ou acceptable dans le cadre de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, une offre inappropriée sera éliminée.

La négociation pourra s'effectuer par écrit (mail, courrier) et/ou pourra donner lieu à une rencontre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'université **se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sans négociation**, sur la base des offres initiales.

7.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera de **cinq (5) jours ouvrés maximum**.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué.

Il est donc fortement conseillé aux candidats de prendre toutes les dispositions leur permettant de respecter le délai fixé.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire parvenir au plus tard **10 jours avant la date limite de réception des offres**, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet (U.R.L.) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Tel : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique dans les conditions fixées par la jurisprudence (CE Ass, 4 avril 2014, n°358994) ;
- Recours pour excès de pouvoir pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac, 54038 Nancy Cedex.

Tel. : 03 83 34 25 62. Fax : 03 83 34 22 24

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet (U.R.L.) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Tél. : +33 388212323. Fax : +33 388364466

RÉCAPITULATIF DES PIÈCES À FOURNIR

 Candidature

☐ **DC1, dans sa dernière version disponible**, renseigné par tous les membres du groupement, le cas échéant

☐ **DC2, dans sa dernière version disponible**, (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant)
renseigné et complété des informations suivantes :

♦ au titre de l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle :

☐ Autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de sécurité privée, dont notamment l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS)

☐ Agrément et autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de centre de télésurveillance. La station de télésurveillance du titulaire doit être conforme au minimum au règlement de certification APSAD R32 (et son annexe APSAD P3) ou équivalent

♦ au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise :

☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (partie IV.B.1.a du DUME) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (partie IV.B.2.a du DUME), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

☐ Déclaration appropriée de banques ou preuve d’une assurance pour les risques professionnels pertinents (partie IV.B.5 du DUME)

♦ au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :

☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (partie IV.C.8 du DUME)

☐ Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (partie IV.C.1.b du DUME).

☐ L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°202/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, fournie dans le DCE (Attestation sur l'honneur sociétés russes), dûment renseignée ;

IMPORTANT :

Le candidat est invité à utiliser **les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. Il convient d'utiliser la **nouvelle version des formulaires DC1 et DC2** téléchargeables gratuitement sous le lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français pour présenter sa candidature (1 DUME par membre en cas de groupement). Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus

➤ **offre**

Pièces à fournir :

☐ **Le Cadre de Réponse Technique (CRT) (1 fichier au format Word fourni dans le DCE), à compléter intégralement ;**

☐ **La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et le récapitulatif des DPGF (2 classeurs au format Excel fournis dans le DCE), à compléter intégralement ;**

☐ **Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif estimatif (DQE) (1 classeur au format Excel fourni dans le DCE), à compléter intégralement ;**

☐ **Le certificat de visite**

Nota :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et afin de simplifier le dépôt des offres, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé électroniquement ne sera exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.